

CLUSTER Sécurité Alimentaire

COMPTE-RENDU	29/06/2023
	10h00- 13h00
	Via Microsoft Teams
Facilitation	Marc SEKPON – Coordinateur National
Participations :	
Bailleur : BHA/USAID	
Centre de recherche : FEWS NET	
Gouvernement : MINAGRI, CAID	
<p>ONGi/ ONGn: ACTED, CRS, HI, Concern, AVIS, Save The Children, WHH, Light And Salt, REACH, Care, WV, Help A Child, Impact/Reach, PUI, Tearfund, Oxfam, Harvestplus, ACF, Diakonie Katrastrophenhilfe, ADRA, ALDI, DJED, CODEVAH, CAAP-Tujitegemee, DRC, ADIS-RDC, JSD Grands Lacs, Adis-Rdc, Debusse Humanitarian, Organisation Diku Dilenga, Cobad Rdc, Paf-Africa, Ajecedeki, Paf-Africa, Malteser International, RACCA Promotions, AJECEDEKI, COBAD RDC, ADIS RDC, PRODES, COSIC, VASF, FLCM, Popoli Fratelli, LYEX-ONG</p>	
UN : FAO, PAM,	

Points à l'ordre du jour : Estimations de l'impact des inondations sur les populations et surfaces agricoles

Contexte	<p>La réunion d'aujourd'hui s'inscrit dans un contexte difficile. Les besoins qui ont été ciblés au début de l'année ont largement augmenté à la suite des problèmes dont les causes ne se sont pas estompées. Par conséquent, nous sommes face à une situation d'injustice devant les personnes qui sont chassées de leur maison et doivent dépendre de l'assistance humanitaire, et particulièrement des partenaires du cluster sécurité alimentaire pour pouvoir subvenir à leur alimentation.</p> <p>Lors de plusieurs missions exploratoires du coordonnateur national du cluster sécurité alimentaire dans la partie Est du Pays, il a été constaté que la situation est critique donnant l'impression que la population est abandonnée à son propre compte. La sécurité alimentaire est un besoin de tous les jours. Ce qui est ressenti dans la partie Est du pays n'est pas pareil pour tout le monde ni dans et l'extérieur du pays. La RDC reste globalement abandonnée dans son sort avec cette chronicité des crises, des conflits et déplacements des populations. Beaucoup de gens sont venus dans ce pays, mais le constat est que la réponse nécessaire n'est pas au niveau attendu à cause de plusieurs raisons dont l'insuffisance de ressources, d'accès nécessaire et la capacité pour faire face à ces besoins. À la suite de ces problèmes, le système de Nations Unies a approuvé le système Wide Scale Up, c'est-à-dire, une reconnaissance que la réponse humanitaire n'est pas au niveau. Il faut beaucoup plus d'investissement et plus de mobilisation.</p> <p>Face à ce défi, le cluster sécurité alimentaire a initié cette réunion pour pouvoir mobiliser ses partenaires et les acteurs qui sont à l'extérieur pour une bonne compréhension des enjeux actualisés et comment chacun dans son organisation en fonction de ses capacités peut contribuer à mieux faire.</p> <p>Comme vous le savez lors de la présentation de la dernière réunion, les chiffres IPC de l'année dernière ont été révisés à cause de la situation dans l'Ituri et Nord Kivu qui ont remis en cause l'hypothèse de l'année dernière. A l'issue de cet exercice, un nombre important de personnes supplémentaires se sont ajoutées au nombre très grand de personnes en insécurité alimentaire dans les 3 provinces (Ituri, Nord et</p>
-----------------	--

	<p>Sud-Kivu). Cela explique pourquoi la mobilisation reste générale.</p> <p>4 points sont inscrits à l'ordre du jours : les enjeux qui sont autour de Scale Up et comment le cluster aborde ce problème ; la stratégie de la réponse Scale Up du PAM ; les activités clés et phares encours du cluster sécurité alimentaire et les divers (présentation de Few's Net).</p>
POINT 1	Stratégie de la réponse Scale Up du Cluster Sécurité Alimentaire
	<p><u>Présentation dans le PTT</u></p> <p>Le système Wide Scale up est basé sur l'actualisation de besoins. Pour le cluster, la vision ne change pas qui est de fournir l'assistance alimentaire de façon adapté et saine aux populations affectées. C'est important de retenir la notion de la dignité dans nos assistances. Car les systèmes de ciblage et les ressources dont disposent les partenaires font que nous avons une assistance alimentaire qui n'est pas en ligne avec le minimum standards requis pour que nous puissions considérer que les assistances sont dignes et durables. Ce point sera discuté dans le standard qualité qui est prévu dans la suite de la présentation.</p> <p>Ce qui est souhaitable à faire est de fournir une meilleure analyse aux acteurs. Par exemple, les analyses IPC, les analyses sur la bonne compréhension des gaps, c'est-à-dire qu'est ce qui est fait, qu'est ce qui n'est pas fait, et quel est le niveau des besoins qui ne sont pas couverts. C'est aussi les autres enjeux qui touchent la qualité de l'assistance et l'analyse de la sécurité alimentaire peut permettre de mieux les adresser.</p> <p>La question de la cohérence des interventions sera aussi une priorité afin de fournir une assistance digne. Dans la cohérence, il y a des éléments sur les opportunités géographiques et les questions sur les modalités d'assistance, sur l'implication entre différents acteurs pour faire une assistance qui soit complémentaire. Et aussi, la question de comment ces interventions d'urgence sont articulées avec les problèmes qui persistent dans le temps.</p> <p>Cependant, il est impératif de réfléchir à la manière dont nous pouvons accroître la dignité de la population et, dans la mesure du possible, éliminer ce type d'assistance en orientant notre réponse vers des thématiques de résilience et de moyens d'existence. Il est important de reconnaître que la sécurité alimentaire ne peut pas résoudre tous les enjeux, car ces derniers sont multisectoriels.</p> <p>Le succès du Scale up sera mesuré sur base de :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. L'augmentation du nombre de bénéficiaires atteints. Pour le premier trimestre, le chiffre tournait autour de 2.5 millions de personnes atteintes et le taux de la couverture des besoins est de 50%. Par rapport à la couverture de besoins, la réponse des partenaires du cluster est en dessous de la cible. Il faudra donc, augmenter la couverture des besoins. 2. La rapidité de la réponse. Ce dernier est vraiment essentiel pour la qualité. Car nos réponses sont toujours lentes et liées aux problèmes d'ordre opérationnels. 3. La qualité de la réponse passe par la qualité des aliments, adéquation culturelle ou de modalités qui sont appropriées aux études des marchés et aux contextes des interventions. Les qualités touchent aussi les questions de ciblage : à qui on donne, à qui on ne donne pas, est ce que l'intervention crée des tensions, qu'est-ce qu'on fait pour minimiser ces tensions. Donc, beaucoup d'enjeux sur la question de qualité et le scale up doit s'attarder sur ces enjeux des questions de qualité. 4. La couverture géographique : La réponse actuelle ne permet pas d'aller partout où il y a des besoins à cause des différentes contraintes comme l'accès physique et les questions de financement. 5. La qualité de la réponse passe aussi par la prise en compte des enjeux de protection. On a des situations assez graves dans le pays. Les questions de protection notamment les violences basées sur le genre sont d'une ampleur terrible qui nécessite que nous ayons un regard spécifique

lors de la réponse dans le scale up.

Nous devons revoir dans un temps court le cout du panier alimentaire du standard du cluster. S'il faut mener des conversations avec les bailleurs de fonds pour des contraintes particulières, le coordinateur du cluster est disponible. Par exemple, BHA était ouvert avec ce genre de discussion pour des organisations qu'ils financent. Beaucoup d'organisations sont dans une tendance de donner au bénéficiaire des demi-rations et de faire une intervention de courte durée. Donc, il y a une question essentielle qui est sur la qualité et le standard minimum d'assistance.

Sur le suivi et évaluation, un gros niveau d'effort vous sera demandé pour la bonne cause. D'abord pour la collecte de données trimestrielle, c'est un effort substantiel. Avec la réponse Scale, le cluster va vous demander de rapporter mensuellement les données qui vont nécessiter beaucoup de travail à notre et surtout à votre niveau. Que les points focaux de chaque organisation aident le cluster à avoir ces données pour permettre de suivre la réponse et pour pouvoir vous mobiliser si le gap est important.

Pour la question de la redevabilité, il a été constaté pour la première phase de la réponse au tour de Goma, le niveau de responsabilité n'était pas ce qui était attendu. Les partenaires qui se sont engagés pour les zones et les sites, pour des raisons de financements, n'ont pas continué, malheureusement, le positionnement n'a été ni communiqué ou suffisamment documenté pour que la coordination puisse faire la coordination opérationnelle pour s'assurer qu'il n'y avait pas laissé pour leur compte. C'est un défi et lorsque le cluster va travailler sur le repositionnement des acteurs, ne soyez pas étonnés d'être appelé ou de remarquer la présence du membre du cluster dans vos bureaux respectifs ou d'être accompagné sur terrain pour s'assurer que lorsque on s'engage sur quelque chose, on le fait. C'est vraiment un plaidoyer à votre endroit à chaque partenaire. Si un partenaire s'engage pour une zone, il doit le faire. Si ce dernier est confronté par des difficultés, il doit les communiquer très clairement pour que le cluster puisse prendre l'action de pouvoir quels sont les partenaires qui peuvent couvrir ce gap.

Nous devons faire face à de nombreux risques opérationnels, mais nous prévoyons de les atténuer en accordant une attention particulière à la protection contre l'exploitation et les abus sexuels (PSEA), en tenant compte de la sensibilité aux conflits, en abordant les questions d'accès et en optimisant la répartition géographique des ressources.

Sur la partie plaidoyer et mobilisation de ressources, essentiellement le renforcement de la communication sur les gaps, les défis et succès.

De l'analyse IPC du mois d'avril 2023 et l'analyse de la sévérité de trois provinces, il ressort une augmentation de plus de 1,3 Millions de personnes en insécurité alimentaire dont plus de 500.000 personnes ont basculé dans la phase 4 de l'IPC. Ces chiffres ont été désagrégés par zones de santé (confère la carte dans présentation) ont permis de revoir le ciblage et budget pour le Scale up sur une durée de 6 mois d'assistance alimentaire à OS1 et OS2. La révision relève une cible de 5.459.725 personnes en OS1 et 2.183.890 personnes en OS2 avec un budget total qui se situe sur l'intervalle de 790,3 Millions et 1 B USD.

En termes de monitoring de l'intervention, la collecte de données sera désormais mensuelle.

Question 1

L'assistance alimentaire dans les camps de déplacés expose les bénéficiaires à la violence sexuelle. Par rapport à tous ce qui se passe, quelle réflexion le cluster sécurité alimentaire a développée autour de cet aspect ? Est-ce que le budget du scale up prend en compte cet aspect, pour éviter de nuire à travers nos assistances ?

Réponse :

Le cluster prend sérieusement cette question de combustible. Des conversations avec les partenaires ont lieu autour de cet aspect. C'est une préoccupation qui doit faire partir des thématiques transversales et de norme minimum de réponse dans les camps et sites. Ça a une implication financière. Au-delà de

l'implication financière, c'est la question de la technicité et de la solution adaptée. Le cluster est entrain de collecter dans les autres pays les pratiques qui ont été bonnes qui seront partagés avec les partenaires pour trouver des solutions endogènes. Pour cette raison, on a lancé cet appel aux partenaires pour nous partager des expériences.

Question 2

Par rapport aux partages des outils 5 W à un rythme mensuel, lors de ma participation à quelques réunions du cluster, j'avais compris que les partenaires avaient du mal à rapporter régulièrement à un rythme trimestriel les données 5 W. Maintenant, on passe au niveau mensuel, quels sont les appuis nécessaires que le cluster prévoit apporter aux partenaires pour qu'il soit en mesure de s'acquitter de partage de cet outil un rythme mensuel ?

Réponse

Le 5W mensuel est un défi. Pour la collecte trimestrielle, outre les coordinateurs qui sont dans les provinces, le cluster envoie l'IM pour s'approcher des partenaires pour les accompagner à remplir l'outil. Il est juste question d'une part de renforcer cet aspect d'accompagnement individuel et très rapproché et d'autre part d'une bonne compréhension des partenaires dans les habitudes de suivi et évaluation. C'est ce que peut faire le cluster, de mieux expliquer, former, accompagner et être présent.

Question 3

Quels sont les critères pour que les nouveaux partenaires (organisations non bénéficiaires du fond de réponse humanitaire) puissent bénéficier le plan du fond humanitaire ?

Réponse

C'est le fond humanitaire qui peut répondre à cette question. Mais, le cluster défend et vous soutient. Dans le même sens que les acteurs internationaux qui améliorent leur stratégie de financement, les ONG nationales doivent diversifier leurs sources de financement et ne doivent pas tout attendre du fond humanitaire. En RDC, le fond humanitaire en 2022, à contribuer à à peine 7% de tout le financement qui ont été investi dans l'aide humanitaire. Pour cette année, nous pensons que le financement sera moindre. Il faut aller au-delà du fond humanitaire.

Question 4

Est-ce il y a déjà une communication claire qui peut être adressé aux déplacés qui sont dans les camps ? Qu'est ce qui vient après 6 mois, en même temps comme nous l'avons connu à chaque rupture d'assistance alimentaire, les déplacés recours aux mécanismes de survie qui ne sont pas très bonne ? Comment la résilience sera intégrée dans cette aide alimentaire ?

Réponse

Oui, le cluster a beaucoup d'idées qui n'ont pas encore de financements. Pas de communication claire au niveau des partenaires que le cluster prévoyait faire dans les camps, parce que pour le moment, il n'y a pas de financement. On a une dynamique qui ne nous permet pas d'avoir de la visibilité. Le plus important, le cluster a des expériences qui sont très bonnes et même dans les situations de camps, on peut faire des interventions qui contribue à la sécurité alimentaire. On peut contribuer même au niveau de moyens d'existence. Non seulement pour la sécurité alimentaire, mais également pour la question de la dignité.

Question 5

Au Sud-Kivu, nous sommes plus focalisés dans la zone de Kalehe. Et pourtant il y a aussi d'autres zones qui ont été touchés par les inondations et éboulements qui ont emportés les champs. Au total, il y a 8 villages. Par exemple à Mwenga, Walungu, ... Pour ceux qui ont été oubliés, que faire ? Nous avons informé le cluster au niveau du Sud-Kivu, sans succès. Que faire ?

Réponse

Malheureusement, le niveau de réponse est très bas. Et les besoins sont très élevés. Beaucoup de zones ont été oubliées. Vu le niveau de la réponse, les zones précaires sont plus ciblées.

Question 6

Par rapport à la stratégie Scale Up, est ce qu'il y a un lien entre la stratégie et la méthodologie de ciblage de zones sur lequel le cluster avait travaillé l'année passée pour permettre aux acteurs de bien canaliser

	<p>les ressources ?</p> <p>Réponse L'outil de planification géographique est un outil très important du cluster. Ce dernier n'a aucun lien avec le scale up.</p>
POINT 2	Stratégie d réponse Scale Up du PAM
	<p><u>Présentation dans le PTT</u></p> <p>Le PAM dans sa planification scale up prévoit d'assister 70% de personnes dans les besoins d'aide alimentaire. Il est supposé que le reste de 30% de personnes dans le besoin sera atteint par les autres partenaires. Le grand changement pour le PAM est que son assistance se fera chaque mois sur l'intervalle de 6 mois. Le PAM compte atteindre les 70% de personnes dans les besoins dans les 3 provinces : Ituri, Nord et Sud-Kivu. L'objectif fixé est d'atteindre 1.920.000 de personnes en Ituri, 220000 personnes dans le Nord Kivu et 600.000 de bénéficiaires dans le Sud-Kivu. La priorité sera accordée dans les sites qui ont un accès très difficile.</p> <p>Globalement, le PAM cherche à atteindre 3,6 Millions de personnes. Présentement, le PAM est entrain de cibler tous les sites de Goma.</p> <p>Question 1 Comment faire solliciter un partenariat avec le PAM ? Réponse Que le concerné entre directement en contact avec le PAM.</p> <p>Question 2 Depuis que nous ensemble avec PAM, il y eu de silence de la part de PAM ? Jusqu'à présent on est resté silence. Réponse Ici, c'est le cluster. Nous ne pouvons pas traiter ce sujet.</p> <p>Question 3 L'accessibilité dans les zones de conflits, dans le cadre de scale up, qu'est ce qui est prévu dans les zones de conflits pour arriver à atteindre la cible ? Réponse Le PAM est entrain de mettre en place une capacité de négociation pour accéder aux zones difficilement accessibles.</p> <p>Question 4 Comment le Scale up va contribuer à la promotion de la localisation de l'aide humanitaire ? Réponse Par rapport aux questions spécifique au PAM, la coordination nationale vous suggère d'entrer en contact direct avec l'organisation.</p>
POINT 3	Activités du Cluster Sécurité Alimentaire
	<p><u>Présentation dans le PTT</u></p> <p>1. Mise à jour du Guidelines/MEB</p> <p>Une évaluation de post distribution a été effectuée en RDC. Elle a confirmé que le cash reste la seule modalité efficace pour le transfert monétaire qui donne une dignité à la famille récipiendaire. Confère la présentation pour la suite de la présentation.</p> <p>La dernière mise à jour de MEB qui est le panier de dépense minimum a été réalisé en 2020. Actuellement, en 2023, le panier de dépense minimum est en train d'être mis à jour. 3 objectifs ont été retenus (confère la présentation pour les détails des objectifs).</p> <p>La cause de la révision du MEB est due à l'augmentation de prix des produits dans l'ensemble de la RDC. Les crises de l'Est du pays causent aussi l'augmentation des prix de produits et aussi la variation de de taux de change qui affecte la distribution de produits et de cash sur terrain. Avec les anciens prix, les partenaires n'arrivent pas à atteindre le 2100 Kilo calorie par personne.</p> <p>L'importance de la révision de MEB est d'ajuster la valeur de transfert aux bénéficiaires et réviser le coût</p>

	<p>unitaire.</p> <p>2. IPC Chronique IPC est l'ensemble de protocoles permettant de classer la sévérité de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, d'identifier leurs déterminants et de fournir des connaissances concrètes à partir d'un large éventail de preuves issues de sources et secteurs multiples. Confère la présentation pour savoir : le pourquoi une IPC chronique ; la finalité des résultats d'analyse IPC chronique et le chronogramme des activités IPC chronique.</p> <p>3. IPC Aigue Quant à l'IPC aigue, les analyses ont commencé en 2007. Pour les analyses de cette année, le programme prévoit durant le mois d'Aout les réunions préparatoires. La suite du chronogramme des activités dans la présentation.</p> <p>4. Stratégie du Cluster Sécurité Alimentaire sur le renforcement des capacités sur les thématiques transversales (AAP/PSEA) Nous sommes tous au courant de l'inconduite sexuelle fréquente dans nos interventions humanitaires. Cette inconduite est due aux inégalités de pouvoirs. Les interventions de la sécurité alimentaire, quelque soit leur modalité, exposent les bénéficiaires à certains risques d'exploitation et d'abus sexuel à raison de la valeur perçue de l'aide humanitaire. Pour mettre fin à cette inconduite sexuelle, le cluster sécurité alimentaire en lieu avec l'ICN et vous les partenaires visent à atteindre les résultats ci-dessous (confère la présentation).</p> <p>Question 1 Quelles sont les modalités pour qu'une ONG Nationale soit éligible ? Réponse A voir avec le coordinateur pour organiser une session de rattrapage qui va récupérer tous les absents. Le nombre place est limité. L'invitation est envoyée à tous les membres du cluster dans le hub. Une fois, le nombre de place est atteint. Les restes ne sont plus éligibles.</p>
POINT 4	Divers : Informations Fews Net
	<p><u>Présentation dans le PTT</u> Fews Net annonce l'existence du pilier 3 qui s'appelle « dynamique de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et moyens d'existence ». Un des trois piliers de Fews Net qui va s'occuper des études HEA. Parmi les 5 pays retenus, la RDC en fait partie. Fews Net aura une année pour évaluer toutes les zones de moyens d'existence. En RDC, il y a 34 zones de moyens d'existence. Le chef de ce projet va démarrer la réunion d'introduction le 13 juillet 2023.</p>